



Réunion Publique

Le Tafta avant l'heure

Le Traité UE - Canada (CETA)

avec la participation

d'Amélie Canonne

Représentante de l'AITEC

(Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs).

Le Mardi 20 Septembre à 20H

Maison de Quartier de Villejean

2 Rue de Bourgogne - Rennes

A l'initiative du collectif Stop Tafta Rennais :

Attac Rennes, CADTM, Cridev, Les Amis du Monde Diplomatique, Les Colibris Pays de Rennes, Mouvement de la Paix, Confédération Paysanne 35, FSU 35, Solidaires 35, UL CGT Rennes, EELV, Ensemble!, Jeunes Ecologistes, MJC, MJS, Nouvelle Donne, NPA, PCF, PG, UDB.

Une victoire des mobilisations citoyennes

C'est en catimini que le Conseil européen a confié un mandat de négociations à la Commission européenne le 14 juin 2013. Sans la détermination d'associations, de syndicats et de collectifs citoyens nul doute que ces négociations seraient restées opaques et inconnues du grand public.

Fin du Tafa, la France ne convainc pas ?

Les arguments avancés le 30 août pour justifier la décision française sont: « *les américains ne donnent rien ou alors des miettes* » se référant au refus de leur part d'offrir un meilleur accès à leurs marchés publics protégés par différents dispositifs législatifs, comme le « *Small business Act* » ou le « *Buy American Act* », qui réservent certaines commandes publiques, nationales ou fédérales, aux PME américaines.

Ce n'est donc pas au nom de la protection d'un éventuel modèle social et environnemental européen que la France s'oppose au Tafta, mais parce qu'elle juge que le gouvernement américain pas assez libéral en matière de commerce transatlantique. A aucun moment l'abandon des négociations n'a été justifié en raison des risques pesant sur les services publics, le secteur agricole, les normes environnementales ou encore la lutte contre les dérèglements climatiques.

Une annonce pour faciliter la ratification du Ceta ?

Entre mai 2009 et septembre 2014, l'UE et le Canada ont négocié le Ceta (projet de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada) qui doit être vu comme le petit frère du Tafta. Que ce soit du point de vue agricole, des services publics, des mécanismes protégeant les investisseurs privés ou encore de la protection de l'environnement, les principaux dangers du Tafta se retrouvent pourtant bel et bien dans le Ceta.

Dans les deux cas, il s'agit de projets d'accord de libre-échange pilotés par des lobbies industriels et financiers nord-américains et européens rétifs aux réglementations, et qui mettront à rude épreuve nos modes de vie, nos choix démocratiques et la capacité des États et des collectivités territoriales à protéger notre santé, notre environnement et nos droits.

Il est donc légitime de se demander si les annonces sur le Tafta n'ont pas pour fonction, tout en envoyant un message à des citoyens très critique envers ce traité, à faciliter la ratification du Ceta, qui doit être approuvé au Conseil européen le 18 octobre prochain et au Parlement européen en janvier.

Stopper le Tafta et le Ceta pour inverser l'ordre des priorités

Pour l'heure ces deux accords transatlantiques restent sur la table à Bruxelles et le Ceta peut compter sur le soutien complet du gouvernement français qu'il considère comme « *un bon accord* ». Il faudra davantage que des déclarations unilatérales pour désarmer la résistance aux traités, en France comme en Europe. Ainsi dans les prochaines semaines et dans de nombreux pays européens, les sociétés civiles appellent à se mobiliser pour dire non au CETA, dont en France, le 15 octobre prochain.